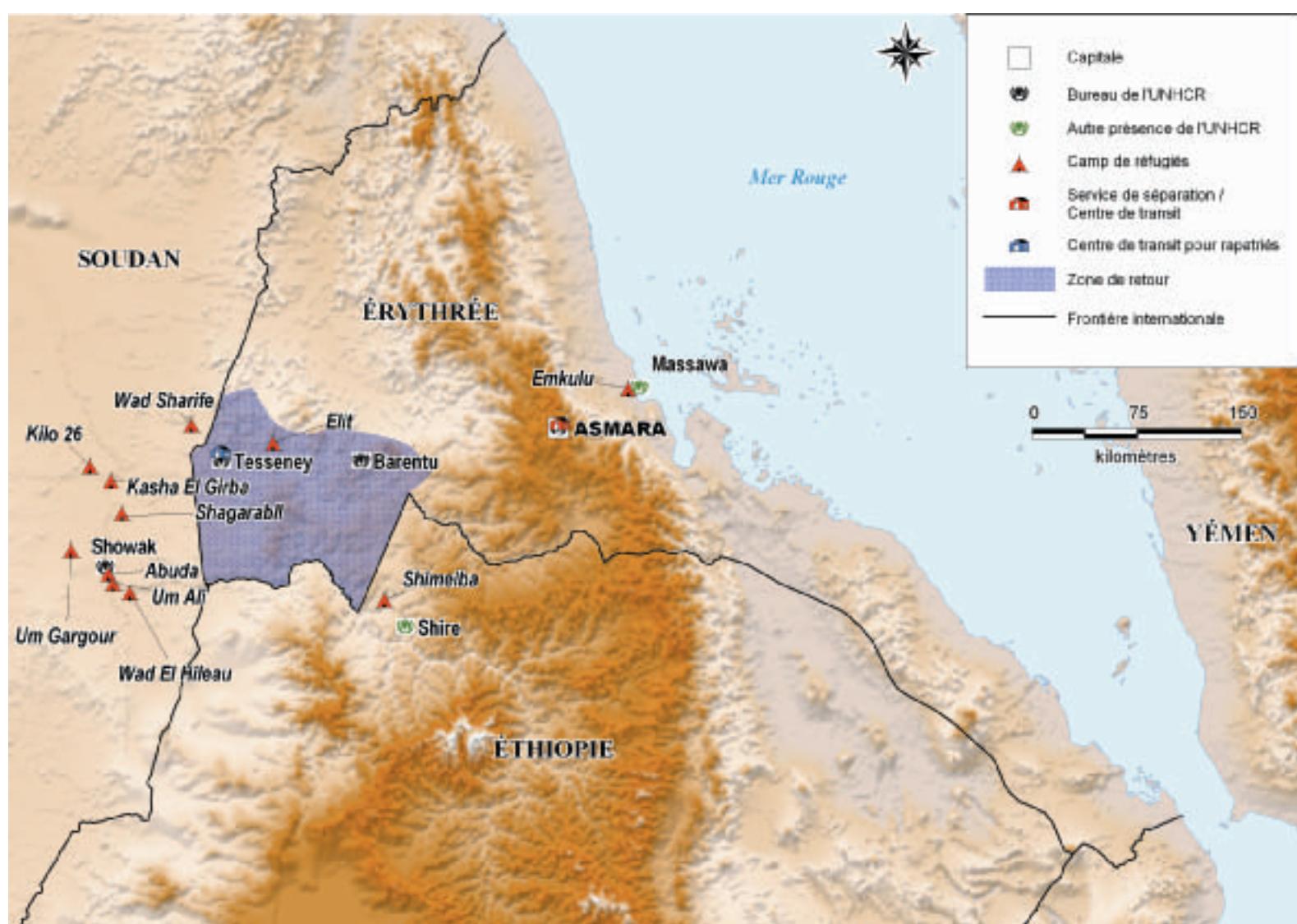


Érythrée



Objectifs principaux

- Améliorer la protection internationale, offrir une assistance sous forme de soins et d'entretien et rechercher des solutions durables pour quelque 3 650 réfugiés, principalement somaliens et soudanais, ainsi que pour quelques petits groupes de réfugiés et pour les demandeurs d'asile urbains.
- Faciliter le rapatriement librement consenti de 5 000 Érythréens réfugiés au Soudan.
- Consolider la prise en charge des besoins immédiats des rapatriés et des zones d'accueil.
- Mobiliser les organismes de développement, en les incitant à répondre aux besoins à plus long terme des zones d'accueil des rapatriés.

Chiffres prévisionnels		
Population	Janv. 2005	Déc. 2005
Rapatriés	35 000	5 000
Somalie (réfugiés)	3 000	2 400
Autres réfugiés	650	250
Demandeurs d'asile	270	170
Total	38 920	7 820

Total des besoins : 12 783 757 dollars E.-U.

Contexte

Faits nouveaux

En 2005, l'UNHCR s'efforcera avant tout de conserver un dispositif d'intervention pour faire face à l'éventuel retour de 5 000 Érythréens réfugiés au

Soudan. L'Organisation poursuivra ainsi les efforts entrepris pour tenter de résoudre l'un des problèmes de réfugiés les plus persistants de la planète, puisqu'il remonte aux années 1960. Depuis l'an 2000, quelque 230 000 réfugiés ont regagné leur pays, 120 000 d'entre eux bénéficiant depuis 2001 de l'assistance prodiguée par l'UNHCR à cet effet. Au dernier trimestre 2004, 27 000 retours supplémentaires sont attendus. La majorité des rapatriés regagnent la région de Gash-Barka, dans l'ouest de l'Érythrée, zone dotée d'un fort potentiel agricole en dépit des ravages provoqués par la guerre et la sécheresse.

Un travail considérable doit être entrepris dans les zones de retour pour assurer la viabilité des rapatriements. L'UNHCR intensifie donc actuellement ses initiatives au titre des « 4 R » (Rapatriement, Réintégration, Reconstruction et Réhabilitation). L'Organisation plaide également pour que des efforts conjoints soient déployés afin de combler les lacunes existantes et pour que des synergies soient créées entre les institutions des Nations Unies et les autres acteurs du développement pendant le processus de reconstruction. À l'origine, les interventions de l'UNHCR étaient axées sur la satisfaction des besoins élémentaires en matière d'infrastructures. Désormais, l'accent sera mis sur la protection de ces investissements au sein de la communauté, par le biais d'un renforcement des capacités des autorités locales. Il sera tout à fait indispensable de trouver d'autres façons de générer des revenus pour assurer des moyens d'existence durables aux rapatriés. À cet effet, le partenariat stratégique avec l'OIT sera reconduit en 2005.

L'Organisation continuera à suivre la situation des rapatriés, qu'ils soient rentrés récemment ou depuis plus longtemps. Elle s'assurera avant tout que ceux-ci ne sont victimes d'aucune discrimination, en particulier au niveau de l'accès aux services. L'UNHCR est déterminé à garantir la réussite des programmes de rapatriement librement consenti et de réintégration, afin de permettre aux Érythréens de reconstruire leur vie de manière durable. Le renforcement des capacités gouvernementales permettra, à terme, de se décharger intégralement de la gestion de ces questions sur les autorités locales.

Afin de protéger les individus potentiellement apatrides, l'UNHCR poursuivra son travail de suivi. L'Organisation conservera des procédures internes de détermination du statut de réfugié (DSR) pour tous les demandeurs d'asile installés en dehors des camps. Elle offrira également une assistance technique au

Gouvernement érythréen pour l'élaboration de normes et de procédures relatives aux réfugiés.

Contraintes

La sécheresse prolongée qui sévit dans les zones de retour a engendré des difficultés. Celles-ci ont été aggravées par les risques importants liés aux mines et aux engins non explosés, ainsi qu'à la dégradation des conditions de sécurité due à l'incapacité de l'Érythrée et de l'Éthiopie à résoudre leurs problèmes frontaliers. Tous ces facteurs nécessiteront un suivi attentif, afin de veiller à ce que le niveau de sécurité soit suffisant pour permettre la mise en œuvre des opérations de l'UNHCR dans le pays.

Bien que les Gouvernements érythréen et soudanais maintiennent un corridor humanitaire afin de permettre les rapatriements, la frontière avec le Soudan demeure fermée. Le commerce et l'économie locale en ont souffert, ce qui a réduit les perspectives de réinsertion des rapatriés. En outre, les projets de construction ont été retardés par le manque de main-d'œuvre qualifiée et par une pénurie chronique de matériaux adaptés.

La stratégie de retrait de l'UNHCR est actuellement compromise par l'absence de stratégie commune aux Nations Unies et au Gouvernement pour répondre aux besoins à long terme des rapatriés et des personnes encore déplacées.

En l'absence de législation applicable, l'UNHCR demeure seul responsable de l'assistance apportée aux réfugiés sous forme de soins et de protection. L'Organisation cherchera donc activement toutes les possibilités de remédier durablement à leur sort, notamment par le rapatriement librement consenti dans le cas des Somaliens et des Soudanais. Néanmoins, ces efforts ne seront couronnés de succès que si des ressources supplémentaires sont allouées et si le pays adhère aux conventions internationales.

Stratégie

Protection et solutions

La stratégie déployée par l'UNHCR pour rapatrier les réfugiés érythréens et œuvrer à leur réinsertion durable s'organise en trois volets : assistance à la réinsertion initiale au niveau des familles ; assistance à la réintégration initiale au niveau des



Jeune rapatriée du Soudan avec une couverture fournie par l'UNHCR lors de la distribution d'articles non alimentaires.
UNHCR / E. Parsons

communautés d'accueil, afin de garantir la mise en place des infrastructures et des services sociaux les plus indispensables ; mobilisation des organismes de développement, afin de les inciter à prendre en charge les besoins à plus long terme en matière de réinsertion.

À mesure que l'UNHCR entamera son retrait progressif, le gros du travail de mise en œuvre sera transféré à deux organismes gouvernementaux : la Commission érythréenne pour les secours et les réfugiés (ERREC) et l'Administration de Gash-Barka Zoba (GBZA). Cependant, l'Organisation fournira un appui dans le domaine de la formation, de la planification et de la gestion des projets de réinsertion. Ce

soutien s'intégrera dans sa stratégie de renforcement des capacités des institutions nationales.

En vue de trouver des solutions durables au sort des réfugiés somaliens, l'UNHCR a recensé plus de 1 000 candidats au rapatriement, ce qui représente près d'un tiers de la population. Les possibilités de réinstallation seront également étudiées, même si elles ne concernent que des catégories strictement définies. En outre, un petit nombre de réfugiés soudanais devraient rentrer au pays de leur plein gré. Le volume des dossiers en souffrance nécessitant une procédure de DSR sera réduit grâce à une amélioration des procédures et à une augmentation des ressources.

Bien que l'Érythrée n'ait signé ni la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, ni la Convention de 1969 de l'OUA régissant les aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique, le pays accepte les demandeurs d'asile sur son territoire et adhère au principe du non-refoulement. L'UNHCR continuera donc de prôner l'adhésion aux conventions internationales. En outre, l'Organisation accordera une protection internationale, ainsi qu'une assistance sous forme de soins et d'entretien, à environ 4 000 réfugiés somaliens et soudanais établis dans des camps, ainsi qu'à quelque 400 demandeurs d'asile urbains et à des groupes de réfugiés originaires d'autres pays. Afin d'éviter que la situation des réfugiés ne s'éternise, l'accent sera mis sur la recherche de solutions durables à leur sort.

En matière de protection, l'UNHCR s'est fixé différents objectifs, consistant à assurer le suivi des rapatriés, à dispenser des conseils et des formations quant à la législation nationale, à veiller au respect des normes minimales d'assistance matérielle et juridique et à s'engager directement dans la protection des cas individuels. Par ailleurs, l'Organisation continuera à dispenser des formations aux autorités locales concernant l'instauration d'un cadre juridique pour les procédures de DSR, la protection internationale et les droits des réfugiés.

Assistance

L'UNHCR et l'ERREC se chargeront de l'aspect protection et logistique des rapatriements librement consentis, veillant à ce que les rapatriés regagnent leur pays dans la sécurité et dans la dignité. Afin de répondre à leurs besoins immédiats, des activités de réinsertion à petite échelle seront entreprises dans les zones de retour dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'assainissement, de l'agriculture et des services communautaires. Les efforts de protection de l'environnement seront intensifiés par la distribution de châssis métalliques pour la construction des abris, par la fourniture de réchauds à kérosène et de combustible et par de petits projets de reboisement à l'échelle communautaire. Toutes les activités de réinsertion s'efforceront de prendre en compte les besoins des femmes et des enfants en leur donnant accès aux activités génératrices de revenus, à l'acquisition de compétences et à l'éducation.

L'UNHCR approvisionnera deux camps de réfugiés en denrées alimentaires et en produits non alimentaires, en assurant par ailleurs des services communautaires. L'Organisation dispensera également des séances de formation sur le VIH/SIDA, les mutilations génitales féminines et la violence sexuelle ou liée à l'appartenance sexuelle. Au titre de l'assistance aux femmes et aux enfants réfugiés, les enfants souffrant de malnutrition, les femmes enceintes ou allaitantes et les autres cas médicaux vulnérables bénéficieront de programmes d'alimentation d'appoint. L'UNHCR favorisera l'éducation des enfants en âge de fréquenter l'école primaire, en particulier des filles, et découragera la pratique traditionnelle du mariage précoce. Grâce à un mémorandum d'accord avec le ministère de l'Éducation, la poursuite de l'éducation des adolescents et l'accès aux établissements secondaires seront encouragés.

Effet escompté

L'année 2005 sera une année charnière pour l'UNHCR, puisqu'elle marquera la transition entre le rapatriement et le développement à long terme. L'Organisation veillera à ce que les réfugiés érythréens regagnent la région de leur choix dans la sécurité et dans la dignité et leur offrira une aide à la réinsertion répondant à leurs besoins immédiats. Parallèlement, l'UNHCR poursuivra ses efforts pour que le développement à long terme des communautés de rapatriés reçoive l'appui du Gouvernement érythréen et des acteurs internationaux du développement.

Les réfugiés et les demandeurs d'asile installés en Érythrée continueront à bénéficier d'une protection et d'une assistance sous forme de soins et d'entretien, principalement axée sur le développement à long terme (éducation, projets de services communautaires, etc.). La protection des demandeurs d'asile urbains sera assurée par le biais de procédures de DSR efficaces.

Les efforts déployés par l'UNHCR pour améliorer le cadre de protection global en encourageant le Gouvernement érythréen à souscrire aux normes de protection internationales seront explicitement reliés à son plaidoyer en faveur de l'adhésion du pays à l'ensemble des conventions internationales applicables.

Organisation et mise en œuvre

Structure de gestion

En sus de son bureau principal d'Asmara, l'UNHCR gère deux bureaux situés en Érythrée occidentale. Les trois bureaux emploient au total 81 collaborateurs nationaux et 19 expatriés (parmi lesquels figurent un administrateur auxiliaire et sept VNU). La présence de ces trois bureaux sera nécessaire pendant toute la durée de l'opération de rapatriement et de réintégration, qui devrait se prolonger jusqu'au lancement de la stratégie de retrait en 2006.

Coordination

Les affaires relatives aux réfugiés et aux apatrides sont gérées en coordination avec le Bureau chargé des réfugiés au sein du Département de l'immigration et de la nationalité. La Commission érythréenne pour les secours et les réfugiés (ERREC) et l'Administration régionale de Gash-Barka demeurent les deux principaux partenaires gouvernementaux de l'UNHCR pour l'exécution des activités d'assistance au rapatriement et à la réinsertion. Le Haut Commissariat poursuit également sa collaboration avec les Directions régionales des ministères de l'Éducation, de la Santé, de l'Agriculture, de l'Emploi et de la Protection sociale de la région de Gash-Barka, sous l'autorité générale du Gouverneur. Il entretient par ailleurs des relations de travail fructueuses avec les ONG, le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire ainsi qu'avec les autres institutions des Nations Unies. Enfin, l'UNHCR participe activement à des groupes de travail interorganisations, notamment au titre de la Procédure d'appel global/consolidé, du Plan-cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF) et des objectifs du Millénaire pour le développement. Au deuxième semestre 2004, l'Organisation a assumé de nouvelles fonctions au sein du Groupe de travail des Nations Unies sur la Coordination des programmes et du Groupe de travail sur l'approche axée sur les droits de l'homme.

Bureaux
Asmara
Barentu
Massawa
Tesseney

Partenaires
Organismes gouvernementaux
Administration de Gash-Barka Zoba
Bureau chargé des affaires de réfugiés
Commission érythréenne pour les secours et les réfugiés
Ministère de l'Éducation
Ministère de la Santé
ONG
<i>Cooperazione e Sviluppo</i>
<i>Coordinating Committee for Voluntary Service Organizations</i>
<i>International Medical Corps</i>

Budget (dollars E.-U.)	
Activités et services	Programme annuel
Protection, suivi et coordination	1 837 869
Abris / autres infrastructures	218 454
Activités génératrices de revenus	840 030
Appui opérationnel (aux partenaires)	597 169
Assainissement	458 989
Assistance juridique	299 465
Besoins domestiques	395 419
Bétail	158 595
Eau	1 329 118
Education	939 426
Production vivrière	1 257 189
Santé	1 064 684
Services communautaires	826 948
Sylviculture	83 865
Transport / logistique	733 396
Vivres	282 753
Total des opérations	11 323 369
Appui au programme	1 460 388
Total	12 783 757

Érythrée